

# Municipales 2026 : Les entreprises de l'eau forcent la prise en compte

Dossier de la rédaction de H2o  
October 2025

L'eau potable s'impose comme une priorité électorale pour 7 Français sur 10, selon une étude

Sécheresses, inondations, pollution des ressources, hausse des coûts de traitement... alors que les effets du changement climatique se font sentir sur tout le territoire, les Français sont de plus en plus nombreux à se préoccuper des diverses thématiques liées à l'eau. La Fédération professionnelle des entreprises de l'eau (FP2E) a commandé une étude auprès de la marketplace Kantar. Selon les données recueillies, 72 % des citoyens attendent des candidats qu'ils fassent de l'eau un axe central de leur programme. Parmi eux, 64 % pensent que la campagne électorale doit être l'occasion de parler des solutions pour agir contre les pollutions de l'eau et 61 % d'échanger sur les moyens d'avoir une consommation plus responsable de l'eau. Ces attentes confirment une prise de conscience collective : la gestion de l'eau ne relève plus du seul champ technique, mais constitue un enjeu de gouvernance locale, économique et environnementale : 91 % des personnes interrogées estiment qu'il ne faut pas ralentir les investissements dans les services d'eau. L'eau est également perçue comme un vecteur de dynamisme territorial, levier d'emploi local et d'innovation. Les Français y voient une source d'emploi, d'innovation et de croissance durable : 79 % reconnaissent que les entreprises de l'eau créent des emplois locaux et non délocalisables au service des collectivités et des habitants (de fait les entreprises de l'eau totalisent 28 000 salariés œuvrant dans près de 800 implantations locales). 81 % de Français sont aussi convaincus qu'elles développent des métiers à la pointe de l'innovation.

Fort de cette estime, la FP2E a organisé à la Maison de l'Amérique latine (Paris) une rencontre-débat autour du thème de la valeur de l'eau, et publié ses "10 engagements au service des territoires". À travers ce mémorandum, les entreprises de l'eau s'engagent notamment à : renforcer l'accompagnement technique et financier des collectivités dans leurs stratégies de résilience hydrique ; innover pour limiter les pertes en eau, améliorer les performances des réseaux et développer les solutions fondées sur la nature ; soutenir un modèle économique adapté à la sobriété hydrique, pour garantir la continuité du service public coûteux mais maîtrisé ; agir pour une plus grande transparence et pédagogie, en sensibilisant les citoyens à la valeur réelle de l'eau et à la chaîne d'expertise qui garantit sa qualité. "L'eau n'est plus seulement un sujet technique. La qualité et la disponibilité de cette ressource vitale est devenue une question démocratique, écologique et sociale. Les élus locaux sont en première ligne pour garantir un accès continu à une eau de qualité, pour les particuliers comme pour les professionnels, pour protéger les ressources et les milieux, et adapter leur territoire au changement climatique. Accorder à l'eau sa juste valeur, c'est aussi assumer de prévenir le coût de l'inaction. Il est décisif de repenser le modèle de financement du service public de l'eau, pour donner aux élus les moyens d'agir durablement. Nous serons à leurs côtés, avec des solutions éprouvées", conclut Estelle Grelier, présidente de la FP2E.

Les 10 engagements des Entreprises de l'eau au service des Territoires - FP2E